



ARTEMIS

www.artemis.ma

COVID-19

*NOTION JURIDIQUE DU
FAIT DU PRINCE ET ÉTAT
D'URGENCE SANITAIRE*

COVID-19

Notion juridique du fait du prince et état d'urgence sanitaire

Les mesures prises pour endiguer la pandémie de COVID-19 ont apporté leur lot de bouleversements socio-économiques. En effet, le gouvernement a décidé par le décret n° 2-20-293 du 24 mars 2020 de déclarer l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire national. S'en est suivi la mise en place du confinement, la fermeture temporaire de certaines entreprises jugées non-essentiels, le télétravail, le licenciement des salariés pour motif économique, le travail partiel, etc.

Bien que la pandémie de COVID-19 ait de grandes chances d'être considérée comme un événement de force majeure (imprévisible, irrésistible et insurmontable), on est en droit de se poser les questions suivantes : La mise en place de l'état d'urgence sanitaire par le gouvernement ne constitue-t-elle pas précisément un fait du prince ? Le fait du prince peut-il être soulevé par un employeur pour justifier les mesures sociales qu'il aura prises pendant cette période ?

Le fait du prince dans le Dahir des Obligations et des Contrats

Le fait du prince peut être défini comme un événement qualifié de force majeure, ayant pour cause une décision arbitraire ou unilatérale d'une autorité publique. Le Dahir des Obligations et des Contrats marocain n'apporte pas de définition du fait du prince, mais ce dernier est mentionné à l'article 269 du dahir précité comme cas de force majeure :

“La force majeure est tout fait que l'homme ne peut prévenir, tel que les phénomènes naturels (inondations, sécheresses, orages, incendies, sauterelles), l'invasion ennemie, le fait du prince, et qui rend impossible l'exécution de l'obligation”.

Plus généralement, cette théorie se rapporte à l'indemnisation de mesures prises par une autorité publique extérieure à un contrat qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat et de rendre plus difficile ou impossible l'exécution de celui-ci.

Il est fait mention du fait du prince dans le cas de la vente. En effet, selon l'article 546 du DOC le vendeur n'est tenu d'aucune garantie lorsqu'une éviction dépend du fait prince “à moins que le fait du prince ne se fonde sur un droit préexistant qu'il appartenait au souverain de déclarer ou de faire respecter, ou sur un fait imputable au vendeur”.

On retrouve aussi cette notion dans le louage de choses. L'article 651 du DOC dispose ainsi que “ lorsque la chose louée est soustraite au preneur par le fait du prince ou pour cause d'utilité publique, le preneur peut poursuivre la résolution du bail et n'est tenu de payer le prix qu'à proportion de sa jouissance. Cependant, si le fait du prince ou l'expropriation n'a porté que sur une partie de la chose, le preneur n'a droit qu'à une réduction de prix ; il peut poursuivre la résolution si, par l'effet de la diminution que la chose a subie, elle ne peut plus servir à sa destination, ou si la jouissance de ce qui en reste est notablement amoindrie”.

A la lumière de ces articles, on peut conclure que le fait du prince peut avoir un effet exonératoire de responsabilité. Ainsi, le vendeur se voit déchargé de son obligation de garantie lorsqu'une dépossession survient par le fait du prince. Elle permet de plus au débiteur qui justifie que l'inexécution ou le retard de son obligation proviennent d'une cause qui ne peut lui être imputée, de ne pas avoir à payer de dommages et intérêts. En matière sociale, le fait du prince se manifeste de manière similaire comme nous le verrons

à travers les jurisprudences résumées ci-dessous.

La théorie du fait du prince dans la jurisprudence

En matière sociale :

Plusieurs jurisprudences ont consacré la théorie du fait du prince et ce surtout en matière sociale. C'est le cas d'un arrêt de 1965 qui est arrivé à la conclusion que "le licenciement d'un employé sauf le cas de force majeure ou le fait du prince ne peut dispenser l'employeur de lui verser les indemnités prévues par son statut..."¹

On peut en déduire que la force majeure ou le fait du prince dispensent l'employeur de verser les indemnités suite au licenciement d'un employé. C'est ce qui a été confirmé dans l'arrêt de la chambre sociale de la Cour de Cassation n°285 du 27/03/2018. L'affaire peut être résumée comme suit :

Une société ayant pour activité la production de sacs en plastique se voit contrainte de fermer ses portes après l'adoption de la loi 77-15 portant interdiction de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de la commercialisation et de l'utilisation de sacs en matières plastiques. Les salariés ont été licenciés en conséquence. Un des employés licenciés a intenté une action en justice contre son ancien employeur afin de percevoir des indemnités de licenciement.

Tout d'abord, la Cour a qualifié les circonstances ayant contraint la société à fermer ses portes de fait du prince. En effet, la fermeture est une résultante de la volonté du législateur d'interdire la production des sacs en plastique et l'employeur ne dispose d'aucun moyen de s'y opposer.

Ainsi, le licenciement ne relève pas de la volonté de l'entreprise et ne lui est pas imputable, mais relève plutôt d'une intervention tierce provenant de l'administration et qui s'impose tant aux employés qu'à l'employeur.

La Cour de cassation a donc décidé que la demande d'indemnités pour dommages causés aux salariés est infondée. Le demandeur initial a été débouté en conséquence et aucun des salariés n'a finalement eu droit à des indemnités.

En matière administrative :

En droit administratif, le fait du prince désigne une mesure prise par l'administration qui a un impact sur un contrat auquel elle est partie. Cette théorie prévoit que le co-contractant de l'administration a droit à une indemnisation intégrale du préjudice subi. Cela englobe les pertes éprouvées mais aussi le manque à gagner.

L'indemnisation intégrale du préjudice est un droit du co-contractant qui a été confirmé dans un arrêt de la Cour d'Appel Administrative de Marrakech en date du 24/09/2008 : Cet arrêt oppose les parties d'un contrat administratif en la personne, d'une part, d'un particulier personne physique, et d'autre part, de la Commune urbaine d'Agadir. Ce contrat avait pour objet la location et l'exploitation de places de parking.

Après un certain temps, la Commune a mis fin au contrat de manière unilatérale, justifiant ceci par une décision administrative visant la fermeture des points d'accès aux parkings situés dans la zone côtière, après 18 heures et ce pendant les vacances d'été.

La cour d'appel administrative de Marrakech juge dans cet arrêt que la décision administrative a été prise à bon droit et a été dictée par des impératifs en vue d'éviter les embouteillages et de désengorger les endroits touristiques de la Ville.

Toutefois, le Juge qualifie cette décision de "fait du prince" du fait que la décision administrative a porté préjudice au cocontractant de l'administration, sans qu'aucune faute ne puisse lui être imputée. L'équilibre monétaire du contrat a donc été rompu et il incombe à l'administration contractante d'indemniser l'autre partie en intégralité, ce qui inclut bien entendu les pertes subies ainsi que le manque à gagner.

En conclusion, le fait du prince est une notion qui surgira forcément à l'issue de l'état d'urgence sanitaire, soit dans les rapports entre l'administration publique et ses cocontractants ou dans les rapports entre les employeurs et leurs salariés. Dans le premier cas, la théorie du fait du prince permettra potentiellement aux particuliers et aux entreprises ayant des relations contractuelles avec l'Etat, de prétendre à des indemnisations quant à leurs pertes. Dans le deuxième cas, elle pourra éventuellement justifier les mesures sociales prises par les employeurs vis-à-vis du personnel.

Quoiqu'il en soit, l'après crise sanitaire apportera sûrement son lot d'enseignements et de jurisprudences qui expliciteront et consolideront d'avantage l'arsenal juridique marocain.



نشرة قرارات محكمة النقض - الغرفة الإجتماعية - العدد 37

محكمة النقض

القرار عدد : 285 الصادر بتاريخ : 27 مارس 2018

في الملف الاجتماعي عدد : 3151/5/1/2017

Cour de cassation

Décision n° : 285

Dossier social n° : 3151/5/1/2017

ملخص

توقيف المشغلة لنشاطها - نظرية فعل الأمير - أثرها.
لما ثبت أن المشغلة لم تنه علاقة الشغل بإرادتها المنفردة، بل أن توقيف إنتاج الأكياس البلاستيكية كان امتثالا لإرادة المشرع، وهو ما يعتبر تطبيقا لنظرية فعل الأمير، التي هي كل إجراء مشروع وغير متوقع يصدر عن جهة ثالثة غير طرفي العقد، ينجم عنه الإضرار بالمركز المالي للمقاول، بسبب تصرف الإدارة، فإن كل تعويض عن الضرر الذي تعرض له الأجير من جراء هذا الإجراء الخارج عن إرادة المشغل، يكون غير ذي أساس.
رفض الطلب

Résumé

Suspension de l'employeuse de son activité - le fait du Prince - son effet.

Dès lors qu'il est établi que l'employeur n'a pas mis fin à la relation de travail par sa volonté unilatérale, mais que le licenciement est survenu à cause de l'interdiction de la production de sacs en plastique décidée par le législateur, ceci est considéré comme un fait du prince.

Le fait du prince est toute action légitime et imprévisible d'une administration tierce, entraînant des dommages à la situation financière de l'entreprise.

Le préjudice causé au salarié ne dépendant pas de la volonté de l'employeur, le salarié ne peut prétendre à aucune indemnisation de la part de l'employeur.

Rejet de la demande

باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

حيث يستفاد من أوراق القضية، ومن القرار المطعون فيه أن المدعي تقدم بمقال يعرض فيه أنه كان يعمل لدى المدعى عليها، إلى أن تم فصله بصفة تعسفية، لأجله التمس الحكم له بالتعويضات المترتبة عن ذلك. وبعد جواب المدعى عليها، وفشل محاولة الصلح بين الطرفين وانتهاء الإجراءات المسطرية أصدرت المحكمة الابتدائية حكمها القاضي على المدعى عليها بأدائها لفائدة المدعي مجموعة تعويضات عن الضرر والفصل والإخطار ورفض باقي الطلبات. استأنفه الطرفان، فقضت محكمة الاستئناف بإلغائه فيما قضى به من تعويض عن الضرر وبعد التصدي الحكم برفض الطلب في هذا الشأن وبتأييده في الباقي، وهو القرار موضوع الطعن بالنقض.

في شأن الوسيلة الفريدة للطعن بالنقض :

يعيب الطاعن القرار المطعون فيه انعدام التعليل وعدم الارتكاز على أساس قانوني، ذلك أن المحكمة في تعليلها الفاسد عزت الطرد وإنهاء العلاقة الشغلية بوجود عنصر التعسف من عدمه واعتبرت أنه بصدور القانون رقم 15-77 جعل المشغلة تتوقف عن الإنتاج تنفيذا للقانون المذكور وأن ذلك لم يتم بإرادتها بل خارجا عن إرادتها. وأن المستأنفة أدلت في المرحلة الابتدائية لتبرير فصلها للأجير بمشروع قانون رقم 15-77 الذي وافق عليه مجلس النواب في 10/06/2015 وحدد التاريخ الذي يمنع فيه صنع الأكياس البلاستيكية وهو فاتح يوليوز 2016 أي أنه سيدخل حيز التنفيذ بعد مدة تفوق السنة وهو أجل كاف. الشيء الذي يرفع عنه عنصر القوة القاهرة والحادث الفجائي. وأن المشغلة فصلها للأجير على النحو المذكور تكون قد تعسفت في ذلك الإنهاء، هذا من جهة، ومن جهة أخرى فإن مشروع القانون منع الأكياس البلاستيكية من الصنع واستثنى جميع أنواع الأكياس الواردة في البنود رقم 3، 4، 5، 6 و 8 من المادة رقم 1 من القانون المذكور وبالتالي يحق للمشغلة صناعة هذه الأنواع الخمسة كلها وليس في ذلك أي تأثير على صناعتها ما دامت أنها كانت تقوم بصناعة جميع أنواع الأكياس البلاستيكية. بالإضافة إلى أن المشغلة كانت تتمسك بمقتضيات المادة 66 من مدونة الشغل عندما أجابت عن الدعوى بل أن واقعة فصلها للطاعن تنطبق عليها تلك مقتضيات وتجعلها ملزمة باحترامها. وبذلك يكون القرار المطعون فيه منعدم التعليل بصرفه النظر عن مقتضيات المادة 66 من مدونة الشغل. مما يعرض القرار المطعون فيه للنقض. جميع حقوق النشر محفوظة - أرتيمس

لكن، حيث أن ما دفعت به الطاعنة من كون القانون رقم 77-15 الصادر بتاريخ 10/11/2015 الذي يمنع تصنيع الأكياس البلاستيكية ابتداء من 01/07/2016 لم يكن ينطبق على الطاعن وقت فصله عن العمل، دفع مردود ما دام أن الأجل المشار إليه أعلاه إنما حدد لمنع التصنيع وبالتالي فإن المشغلة كانت ملزمة بتوقيف تصنيع الأكياس البلاستيكية وتسريح العمال قبل هذا الأجل. والمطلوبة في النقض لم تنه علاقة الشغل بإرادتها المنفردة بل أن توقيف إنتاج الأكياس البلاستيكية كان امتثالا لإرادة المشرع. وهو ما يعتبر تطبيقا لنظرية فعل الأمير، التي هي كل إجراء مشروع وغير متوقع يصدر عن جهة ثالثة غير طرفي العقد، ينجم عنه الإضرار بالمركز المالي للمقاول، بسبب تصرف الإدارة. ويبقى كل تعويض عن الضرر الذي تعرض له الأجير من جراء هذا الإجراء الخارج عن إرادة المشغل، على غير أساس. والقرار المطعون فيه لما نحى هذا المنحى يبقى معللا تعليلا سليما. والمحكمة المطعون في قرارها تكون قد ردت الدفع بخرق مقتضيات المادتين 66 و67 من مدونة الشغل ضمنا، عندما اعتمدت هذا التعليل ويبقى القرار المطعون فيه بذلك معللا تعليلا سليما وغير خارق لأي مقتضى من المقتضيات المستدل بها والوسيلة لا سند لها.

لهذه الأسباب

قضت محكمة النقض برفض الطلب.

وبه صدر القرار وتلي في الجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة مترتبة من رئيس الغرفة السيد العربي عجابي رئيسا، والمستشارين السادة: المصطفى مستعيد مقررًا وخالد بنسليم واحمد بنهدي وعمر تيزاوي أعضاء، وبمحضر المحامي العام السيد علي شفقي، وبمساعدة كاتب الضبط السيد سعيد احماموش.

محكمة الاستئناف الإدارية بمراكش
قرار رقم : 389 بتاريخ 2008/09/24
ملف رقم : 1-59/7/08

ملخص :

إداري : عمل الأمير - عقد إداري - التزام - خطأ (لا)
عندما يتعلق الأمر بعمل الأمير الذي يعتبر بصفة عامة عملاً صادر من سلطة عامة ، ودون خطأ من جانبها ، وينشأ عنه سوء مركز التعاقد في عقد إداري ، فإن ذلك يؤدي إلى التزام جهة الإدارة المتعاقدة بتعويض المتضرر عن كافة الأضرار التي تلحق من جراء ذلك كما يعيد التوازن الحالي للعقد.

الوقائع :

حيث يستفاد من أوراق الملف ووثائقه ، أنه بتاريخ 29 يناير 2003 تقدم السيد أحمد بن يحيى بمقال أمام المحكمة الإدارية بأكادير عرض فيه بواسطة محاميه أنه سبق له أن أبرم عقد كراء مع المجلس الحضري الجماعي لأكادير تحت عدد 14522 تتعلق بكراء واستغلال مراتب لوقوف السيارات والدراجات النارية والعادية وهي عقدة تبتدئ من يناير 1998 وتنتهي في دجنبر 1998 إلا أن رئيس المجلس الجماعي الحضري لأكادير وبشكل انفرادي قام بفسخ هذه العقدة بتاريخ 30/6/1998 وأخرى مزايده جديدة لكراء نفس المراتب لشخص آخر فقام المعارض باستصدار أمر قضائي تحت عدد 71/98 وتاريخ 26/6/1998 قضى بإيقاف تنفيذ قرار المجلس الجماعي المذكور القاضي بفسخ العقدة أعلاه ، فامتنع رئيس الجماعة عن تنفيذه ، وبتاريخ 23/9/1999 صدر قرار عن المحكمة الإدارية بأكادير تحت عدد 51/99 في الملف رقم 42/99 غ قضى بإلغاء قرار السيد الرئيس بشأن فسخ العقد الكرائي أعلاه مع ما يترتب عن ذلك من آثار قانونية ، بلغ للأطراف ولم يستأنفوه ، ونظرا لكون إرجاع الحالة إلى ما كانت عليه صار مستحيلا بسبب تقويت المراتب للغير ونظرا لتضرر المعارض من كل ذلك التمس الحكم له بتعويض مسبق قدره 50.000 درهم وإجراء خبرة حسابية لتقويم الضرر ، وحفظ حقه في التعقيب أجاب عنه المجلس الجماعي لأكادير أن الحكم المحتج به حكم ابتدائي لم يعز قوة الشيء المقضي به وأنه تقدم باستئنافه أمام الغرفة الإدارية بالمجلس الأعلى والتمس إيقاف البث إلى حين البث في المجلس الأعلى عقب عليه المدعي مدليا بشهادة عدم الطعن في الحكم المذكور ، فحكمت بإجراء خبرة خلص فيها الخبير عمر العلمي أن مجموع الدخل اليومي عن تسعة أشهر يقدر ب 475.900 درهما وعن ثلاث أشهر خلال فصل الصيف هو 8075.00 درهما يوميا ، وبعد تعقيب الأطراف ومنازعة المجلس الجماعي حكمت المحكمة تمهيدا بإجراء خبرة ثانية قام بها الخبير السيد عمر عنبر خلص فيه إلى أن الخسارة اللاحقة بالمدعي تقدر ب 231.974.00 درهما ، فأنذلي نائب المجلس الجماعي بنسخة من قرار المجلس الأعلى عدد 395 الصادر بتاريخ 11/5/2005 القاضي بإلغاء الحكم الابتدائي المسطرة صدر الحكم وفق ما أشير إليه أعلاه وهو الحكم المستأنف. جميع حقوق النشر محفوظة - أرتيمس

استأنفه المجلس الجماعي ناعيا عليه أن ما جاء في الحكم المستأنف أن تعليل تمييز العقود الإدارية عن المدينة فيه إقرار بالمسؤولية الخطأ للمعارض رغم أنه لا وجود لأي شيء في القانون أو الاتفاق أو الملف ما يزيكها ، وذكر بماهية العقد المبرم بين الطرفين وأن المستأنف عليه استمر في تعاقدته من 01/1/1998 إلى متم يونيه 1998 وخلال الشهر الأخير وفي إطار تدبير المجال العمومي المتعلق بالسير والمرور الذي لم يعرف كثرة الازدحام قررت إغلاق المنافذ المؤدية إلى المنطقة الشاطئية في بعض الأوقات عملا بالفصل 50 من الميثاق الجماعي وأنها راسلته بخصوص ذلك لكنه رفض ذلك فعمدت عملا بالفصل 8 من العقد إلى الفسخ الجزئي للعقد والإبقاء على الباقي منه وأن ما انتقص له هو مبلغ : 55.400 درهم وأعلنت عن سمسرة جديدة تخص المنطقة الشاطئية رفض المستأنف عليه المشاركة فيها ، وأكد أنه لا وجود لأي خطأ ينسب إليه ، كما أن الحكم المستأنف خرق الفصل 3 من قانون المسطرة المدنية ، لكون المستأنف عليه أسس طلباته على وجود خطأ من طرف الجماعة وأن الحكم القضائي تم إلغاؤه من طرف الغرفة الإدارية بالمجلس الأعلى كما أنه حول المسؤولية من مسؤولية مبنية على الخطأ إلى مسؤولية بدون خطأ ، فضلا على أن المسؤولية المدعى بها غير قائمة ولا أساس لها مذكرا بالاجتهاد القضائي في هذا الباب نظرا لانعدام الخطأ والضرر. مجنبية إياه أية خسارة ، وأن القسم كان جزئيا وأن مجموع مقابل الاستغلال لجميع المراتب هو 100.900.00 درهم في حين أن الفسخ كان لمدة خمسة أشهر الأخيرة من ستة التعاقد وأن مجموع المراتب كان 12 مرابا مما يكون معه هامش الربح هو : 840 درهما شهريا وهامش الربح الفوت على المستأنف عليه بخصوص مدة الفسخ ستة أشهر 45.360.00 درهما أي 840 درهم و9 مراتب تساوي 7560.00 درهما .

7560.00 درهم * 6 أشهر = 45.360.00 درهما ، والتمس إلغاء الحكم المستأنف والحكم أساسا برفض الطلب واحتياطيا بإجراء خبرة جديدة.

أجاب عنه المستأنف عليه بمقال استئنافي فرعي عرض فيه أن الحكم المستأنف مصادف للصواب وأن وسائل الاستئناف لا أساس لها ، والتمس تأييده ، وفي الاستئناف الفرعي أن المبلغ المحدد عن العقدة يقدر في مبلغ 535.779 درهما ، وأنه حرم من تحقيق الأرباح وتعرض لديون ، والتمس رفع التعويض إلى المبلغ المطالب به ابتدائيا.

وبناء على استيفاء الإجراءات.
وبناء على الأمر بالتخلي والإبلاغ للطرفين بجلسة 17/9/2008 وتأكيد السيد المفوض الملكي مستنتاجاته الرامية إلى إجراء خبرة تقرر حجز القضية في المداولة قصد الحكم بجلسة 24/9/2008.

وبعد المداولة طبقا للقانون

في أسباب الاستئناف :

في ماهية التعاقد والمسؤولية :

حيث لما كان الثابت أن العلاقة بين الطرفين مؤطرة وفقا لأحكام العقود الإدارية باعتبار أن الأمر يتعلق بعقد خاص لاستغلال المواقف العمومية للسيارات والدراجات النارية والهوائية بتراب الجماعة الحضرية لأكادير ، وفقا لشروط محددة فيه ، فإنها تبقى خاضعة لأحكام العقود المذكورة مما يكون معه ما أشير بدون أساس.

وحيث لما كان الثابت أنه بمناسبة تنفيذ العقد المذكور أقدمت الجماعة الحضرية لأكادير المستأنفة عليه إصدار قرار تدعو المستأنف عليه إلى الموافقة على قرار المجلس البلدي بإغلاق منافذ الولوج إلى المرائب الساحلية ابتداء من الساعة السادسة مساء وطيلة العطلة الصيفية تحت طائلة فسخ العقدة وبتاريخ 24 يونيو بلغته برسالة أخرى بأن فسخ العقدة المذكورة قد تم فصلا وأن مفعول القرار يسري بدءا من 30 يونيو 1998 ، فإنه وكما ذهب إلى ذلك قرار المجلس عدد 395 المؤرخ في 11/5/2005 الصادر في النازلة ، عن صواب بأنه لا جدال في أن إغلاق ممرات ومداخل المرائب محل النزاع في أوقات معينة من اليوم بغية تلافي ازدحام السيارات بما يعرقل حركة المرور بمنطقة سياحية في المدينة تعتبر محجا للزوار والمصطافين إنما هو تدبير تنظيمي تمليه دواعي الاستغلال الأمثل للملك العام مما يجعل قرار الفسخ مؤسسا وغير مشوب بأي انحراف ، مؤكدا مشروعية القرار الطعين.

وحيث لما كان الثابت أن القرار الطعين صادر بمناسبة عقد إداري وأن هذا العمل قد أضر بالتعاقد معها ، وأنه صادر عنها من غير أي خطأ يعزى إليها فإنه يدخل في إطار ما يسمى ب «عمل الأمير» وهو العمل الصادر عن السلطة العامة دونما خطأ يعزى إليها وينجم مركز التعاقد في العقد الإداري ، مما يؤدي إلى التزام جهة الإدارة المتعاقدة بتعويض الضرر عن كافة الأضرار التي تلحقه من جراء ذلك بما يعيد التوازن المالي للعقد ، فإن ما تمسك به المستأنف فيما يخص عناصر المسؤولية لا أساس له ويتعين رده.

في التعويض :

وحيث لما الثابت أن أسس تبريم التعويض في حالة عمل الأمير هي فكرة التوازن المالي للعقد ، والمسؤولية الإدارية التعاقدية للإدارة ، فإن تحديد التعويض الواجب للمتضرر من عمل الأمير يجب أن يكون تعويضا كاملا باعتبار ما لحقه من خسارة وما فاته من كسب ، فإن الثابت أن محكمة الدرجة الأولى في وسعها لتقدير التعويض عمدت إلى الحكم بإجراء خبرتين ، فإنه بالإطلاع على الخبرة الثانية المنجزة من طرف الخبير السيد عمر عنبري يتبين أن المدة التي حرم منها المستأنف عليه تبتدئ من 01 يوليوز 1998 إلى 30 دجنبر 1998 أي 6 أشهر وأنه لا يتوفر على أية محاسبة منتظمة ولا يتوفر على أية وثيقة لإثبات رقم معاملاته ما عدا ما يؤديه من مقابل للمستأنفة ، وأن مجموع مداخل المرائب السياحية تقدر ب : 108.791 درهما وأن مجموع مصاريفه تقدر ب : 12000 درهم وأن الوجيبة التي يؤديها تقدر ب : 65.443 درهما فإن النتيجة الصافية للمداخل التي حرم منها خلال المدة المذكورة ستكون هي 188.088 درهما خلافا لما ذهب إليه الحكم المستأنف وما يطالب به المستأنف عليه.
وحيث تأسيسا على ما ذكر يتعين الحكم المستأنف مع تعديله ، وذلك بخفض مبلغ التعويض المحكوم به إلى مبلغ : 188.088 درهما.

لهذه الأسباب

قضت محكمة الاستئناف الإدارية بمراكش في جلستها العلنية حضوريا وانتهائيا .

في الشكل : بقبول الاستئناف الأصلي.

في الموضوع : بتأييد الحكم المستأنف مبدئيا مع تعديله بخفض مبلغ التعويض المحكوم به إلى مبلغ مائة وثمانية وثمانون ألف وثمانية وثمانون درهما هكذا (188.088 درهم).
وبهذا صدر القرار في اليوم والشهر والسنة أعلاه.